

ACCORD CADRE DE TRAVAUX



DIRECTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER
Département des contrats immobiliers
18 rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex

ACCORD-CADRE RELATIF AUX MAINTENANCES ET TRAVAUX ASSOCIES DE L'ENSEMBLE DES SITES DE L'UNIVERSITE DE STRASBOURG

LOT 6 A : CAMPUS EXTERIEUR : ESPACES VERTS, ELAGAGE ET ANTI- GRAFFITI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

DCI 2020 365

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET	4
1.2 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.3 - DUREES DE L'ACCORD-CADRE :	6
1.4 - EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	6
1.5 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
1.6 - SOUS-TRAITANCE	7
1.7 - RESPONSABLE D'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE TITULAIRE	8
1.8 - MODIFICATIONS STATUTAIRES	9
1.9- MAITRISE D'ŒUVRE	9
1.10 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	9
1.11 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	9
1.12- CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	9
1.13 -DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE	10
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	10
2.1 - LES PIECES PARTICULIERES	10
2.2 - LES PIECES GENERALES	11
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ	11
3.1 - REMUNERATION DES PRESTATIONS - GENERALITES	11
3.2 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	12
3.2.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCES PREVENTIVES	12
3.2.2 PRESTATIONS AUTRES QUE CELLES DE MAINTENANCES PREVENTIVES	12
3.3 - MODALITES DE VARIATION ET D'AJUSTEMENT DES PRIX	13
3.3.1 GENERALITES	13
3.3.2 PRIX FIGURANTS A LA DPGF ET AU BPU	14
3.4 - CLAUSE BUTOIR	14
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
4.1- GARANTIE FINANCIERE	14
4.2- AVANCE	14
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES ACOMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
5.1 - FACTURATION	15
5.2 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	17
5.3 - INTERETS MORATOIRES	18

ARTICLE 6 : DELAIS D'EXECUTION	18
6.1 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	18
6.2 - DELAIS D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	18
6.3 - COORDINATION DES INTERVENTIONS	18
6.4 - PROLONGATION DES DELAIS	19
6.5 - PENALITES DE RETARD	19
ARTICLE 7 : PENALITES ET REFACTIONS	19
7.1 - DEFINITION ET GENERALITES	19
7.2 - PENALITES	20
7.2.1 TABLEAU DES PENALITES	20
7.2.2 MODALITES D'APPLICATION DES DELAIS ET PENALITES	21
7.3 - REFACTIONS	21
ARTICLE 8 : RESILIATION DU MARCHE	22
ARTICLE 9 : GARANTIES ET ASSURANCES	22
9.1 - DELAIS DE GARANTIES	22
9.2 - ASSURANCES	23
ARTICLE 10 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	23
ARTICLE 11 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	23
ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN	23
ARTICLE 13 : MARCHES AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES	24
ARTICLE 14 : CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE	24
ARTICLE 15 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	24
15.1 - L'ENGAGEMENT	24
15.2 - LES PUBLICS ELIGIBLES	25
15.3 - LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	25
15.4 - L'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE	25
15.5 - LE CONTROLE ET EVALUATION DE L'ACTION D'INSERTION	26
15.6 - LES DIFFICULTES D'EXECUTION	26
ARTICLE 16 : DEROGATION CCAG-TRAVAUX	26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Un accord-cadre « multi-technique » relatif à l'ensemble des maintenances des parcs de l'Université de Strasbourg, et aux travaux associés à cette maintenance visant les activités d'entretien des espaces verts, l'élagage des arbres ainsi que l'enlèvement des graffitis.

Le présent accord-cadre porte à la fois sur la maintenance préventive et corrective concernant les espaces verts ainsi que les surfaces verticales concernant l'activité d'enlèvement de graffitis.

Lieu(x) d'exécution : L'ensemble des campus extérieurs de l'Université de Strasbourg (UNISTRA). Le lieu étant précisé à chaque bon de commande et/ou dans le DPGF concernant la maintenance préventive.

Les installations de l'Université de Strasbourg concernant le présent accord-cadre sont réparties par secteurs géographiques, en 1 lot :

- Lot 06 A : Campus extérieurs.

Dispositions générales :

Cette consultation est un **appel d'offres ouvert** passé en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande publique.

Elle suit les dispositions des articles R. 2162-1 et suivants du Code de la commande publique visant les accords-cadres exécutés par l'émission de bons de commande.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC).

1.2 – Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches dans le présent accord-cadre.

Le marché est composé de 7 lots au total.

La présente consultation concerne le lot 6.A.

Lots N°	Zones Géographique	Domaines													
		Thermique, ventilation, climatisation, Air comprimé	Courant fort et courant faible	Sanitaire	Désenfumage	Système de sécurité	Appareil de levage	Portes et portails	Clos et couvert	Miroiterie et menuiserie	Espaces verts et élavage	Réseaux d'assainissement et AEP	Eclairage extérieur	Enlèvement de graffitis et d'affiches	Bornes et barrières
1	Campus Historique et ville	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
2	Campus Esplanade	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
3	Campus Illkirch et Meinau	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
4	Campus Cronenbourg et Campus délocalisés	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
5	Campus Hôpital et Campus Médecine	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
6.A	Campus extérieurs espaces verts (Historique- 6 ha, Esplanade – 16 ha, Illkirch-22 ha, Cronenbourg – 4 ha, Hôpital – 6ha)										X			X	
6.B	Campus extérieurs (Historique- 6 ha, Esplanade – 16 ha, Illkirch-22 ha, Cronenbourg – 4 ha, Hôpital – 6ha)											X	X		X

Les lots 1 à 5 sont déjà attribués et en cours d'exécution.

Le lot 6.B fera l'objet d'une consultation ultérieure.

1.3 – Durées de l'accord-cadre :

L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. En aucun cas, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra dépasser 4 ans.

Le présent accord-cadre prendra fin au plus tard le 21 août 2025 en même temps que l'accord cadre FMT en ses lots 1 à 5.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord cadre est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le titulaire quant à lui ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

1.4 - Exécution de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire conclu sans montant minimum ni montant maximum.

A titre indicatif, l'évaluation des besoins du marché, s'agissant de la maintenance préventive, a été estimée à 285 000,00 € HT par an.

L'Université n'est cependant astreinte à aucun minimum de commande. Aucune demande indemnitaire de la part d'un titulaire ne sera acceptée.

Il s'agit d'un marché mixte qui inclut :

- 1/ **Une partie forfaitaire** relative aux prestations de maintenance préventive définies dans le CCTC et précisées au CCTP, ainsi que dans la DPGF associée ;
- 2/ **Une partie à bons de commande** relative à l'ensemble des prestations autres que la maintenance préventive (maintenance corrective, travaux associés...) définies au CCTC et précisées dans le CCTP et dans le BPU.

Fonctionnement :

1/ L'ensemble de la maintenance préventive réglée à prix forfaitaire, fera l'objet d'un bon de commande annuel conforme aux prix de la DPGF et d'une facturation mensuelle, établie par domaine, conformément aux prix indiqués à la DPGF.

Ces bâtiments et leurs installations seront intégrés par avenant au contrat, au fur et à mesure de leur livraison. Le candidat devra respecter les prix annoncés dans son offre, révisés le cas échéant, conformément à l'article 3.3.2 du présent CCAP, lors de l'établissement des avenants qui acteront la date de prise en considération de ces installations / bâtiments.

L'attention des candidats est donc attirée sur le fait que l'ensemble des prix annoncé par le candidat dans sa DPGF l'engage contractuellement.

2/ L'ensemble des prestations autre que les maintenances préventives (maintenances correctives et travaux associés) fera l'objet de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, selon les prix unitaires annoncés par le candidat dans son B.P.U.

Chaque bon de commande précisera :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des travaux à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;

- Les lieux d'exécution des travaux (numéro du bâtiment) ;
- Le type de domaine ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- L'adresse de la composante ayant émis le bon de commande (adresse de facturation).

Aucune intervention ne pourra être effectuée sans une demande expresse de l'Université de Strasbourg.
Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

NOTA : Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre).

1.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.6 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur, avant tout démarrage de prestation.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché, **selon les modalités définies aux articles R.2393-4 à R.2393-12 du code de la Commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-TRAVAUX.**

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R.2393-7 à R.2393-22 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article L.2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du Code de la Commande Publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute de l'entreprise titulaire du marché (Article 46.3.1.e. du CCAG-TRAVAUX).

IMPORTANT : L'attention du titulaire est attirée sur le délai de 21 jours laissé à l'administration pour l'agrément des sous-traitants. Ce délai étant suspendu lorsque la déclaration de sous-traitance est incomplète (cf documents demandés à l'article 4.1 du règlement de la consultation), **le titulaire est donc invité à anticiper la transmission de ses déclarations. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur exige que les déclarations des sous-traitants (DC4) soient signées en original, par l'ensemble des parties au contrat, y compris par les sous-traitants de 1^{er} et 2nd rang.**

1.7 – Responsable d'exploitation de l'entreprise titulaire

Le titulaire du marché exerce ses fonctions pour le compte du Maître d'Ouvrage, en liaison avec celui-ci. Pour ce faire, un personnel de la société retenue est nommément désigné au moment de la signature du marché et ci-après nommé « responsable d'exploitation de l'entreprise ». Il sera chargé de la bonne organisation des maintenances, d'assurer les contacts avec l'Université et de représenter le cas échéant le titulaire du marché. Tout changement de responsable d'exploitation devra être notifié à l'Université de Strasbourg par courrier, avec accusé de réception, sous quinze jours, à défaut une pénalité sera appliquée conformément à l'article 7.2 du CCAP. Si cette personne n'était plus en mesure de remplir sa fonction, le titulaire doit aviser immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, en application de l'article 3.4.1 du CCAG - TRAVAUX.

1.8 - Modifications statutaires

Le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- À la forme de l'entreprise ;
- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société ;
- À la forme de l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination ;
- À l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société ;
- Au capital social de l'entreprise ou de la société ;

Et, d'une façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

1.9- Maîtrise d'œuvre

Sans objet.

1.10 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire du marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

1.11 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Selon l'importance des travaux à effectuer, des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé en plus de la réalisation systématique d'un plan de prévention seront précisées à l'occasion de l'émission du bon de commande.

1.12- Confidentialité et mesures de sécurité

Il est demandé au prestataire de conserver de manière confidentielle toutes informations et documentations liées au présent objet du marché. Aucune information ne peut être diffusée sans l'accord express de l'Université. Cette clause de confidentialité vaut également pour les outils informatiques mis à disposition par l'Université aux sociétés durant l'exécution du contrat.

S'agissant des mesures de sécurité, se reporter à l'article 7.7 du CCTC.

1.13 –Dérogation au principe d'exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du lot concerné, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 45 000 € HT par an.

Le pouvoir adjudicateur pourra déroger au principe d'exclusivité lorsque le titulaire déclare être dans l'incapacité de réaliser une prestation demandée dans les cas suivants :

- Du fait d'un manque de moyens humains, matériel ou de temps (dans ce cas les pénalités définies à l'article 7 du présent CCAP pourront être appliquées le cas échéant),
- Dans le cas d'une prestation extraordinaire,
- Dans le cas d'une prestation urgente,
- Pour pallier à la défaillance du titulaire qui, déjà sollicité sur une prestation, n'a pas réalisé ladite prestation conformément à la demande (dans ce cas les pénalités définies à l'article 7 du présent CCAP pourront être appliquées),
- Lorsque la prestation n'était pas listée au BPU ou à la DPGF (dans l'éventualité où l'intervention ne peut souffrir la passation de l'avenant venant actualiser le BPU/ la DPGF).

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées aux articles 2.1 et 2.2 ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Les pièces particulières

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :**
 - L'annexe 1 à l'A.E. relative à la présentation d'un sous-traitant (ou acte spécial) concernant la maintenance préventive;
 - L'annexe 2 à l'A.E relative à la désignation des cotraitants et à la répartition des prestations concernant la maintenance préventive ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C.) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) :**
 - CCTP10 – Espace vert, élagage et anti graffitis ;
 - Annexe CCTP 10 – plans par secteur – espaces verts, élagages et anti-graffitis ;
- **Les DSCS de l'Université de Strasbourg :**
 - DSCE : DSC Exploitation - ind B ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)** concernant la maintenance corrective et les travaux associés ;
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)** concernant les prestations de maintenance préventive ;
- **Le règlement de la consultation (R.C.) ;**
- **Le cadre de mémoire technique ;**
- **L'exercice du lot 6 A.**

2.2 - Les pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G/Travaux) issu de l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- Les exigences réglementaires et normatives rappelées aux C.C.T.P. de chaque domaine.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers.

Nota : Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

Article 3 : Prix du marché

3.1 - Rémunération des prestations - Généralités

Les prix comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais généraux, les frais de main d'œuvre, de fournitures, de manutention et de transport, les droits pouvant frapper les fournitures, les faux frais, les impôts, toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les assurances, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG – TRAVAUX, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Concernant la maintenance préventive, les prestations feront l'objet d'une facturation détaillée par domaine, installations et bâtiment, établie et réglée mensuellement, par application du prix global forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement, conformément à l'article 1.4 du CCAP.

La facturation mensuelle devra faire clairement apparaître les prestations exécutées par les sous-traitants.

Concernant tous les autres types de prestations, elles feront l'objet de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins de l'Université de Strasbourg, les prestations décomptées seront réglées en appliquant aux quantités réellement exécutées les prix unitaires du bordereau spécifique (BPU maintenance corrective).

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des travaux, sauf disposition réglementaire contraire.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le paiement direct dû aux sous-traitants doit s'intégrer dans les sommes mensuelles décomposées dans la DPGF. C'est donc au titulaire qu'il incombera de s'organiser afin de déclarer et/ou modifier ses actes de sous-traitances au fur et à mesure de la vie du marché, afin que les sommes dues n'excèdent pas la prévision mensuelle actée dans la DPGF.

3.2 – Caractéristiques des prix

3.2.1 Prestations de maintenances préventives

Les prestations de maintenance préventives seront réglées à prix forfaitaires, conformément à toutes les pièces contractuelles du marché, par application du prix global forfaitaire indiqué à la DPGF.

Le montant comprend :

- L'ensemble des opérations relatives à la maintenance préventive ;
- La fourniture des consommables, essence, fuel et engins ;
- Les moyens d'accès ;
- La fourniture et la tenue à jour des documents d'exploitation ;
- La participation aux réunions d'exploitation éventuelles ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention ;
- L'ensemble des frais administratifs ;
- L'ensemble des frais de déplacements.

La liste des éléments comprend la fourniture, la pose, le raccordement, la mise en route...

3.2.2 Prestations autres que celles de maintenances préventives

Les prestations de maintenances correctives, travaux associés, faisant l'objet de l'accord-cadre, seront réglées par application des prix unitaires fixés aux Bordereaux des Prix Unitaires correctifs et selon les stipulations de l'acte d'engagement, en tenant compte :

- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention, de la notification du bon de commande à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- De la fourniture et de la tenue à jour des documents d'exploitation ;
- De la participation aux réunions d'exploitation éventuelles ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé et celles liées au plan de prévention ;
- De l'ensemble des frais administratifs ;
- De l'ensemble des frais de déplacements.

Le montant de la main d'œuvre est celui indiqué dans les BPU joints à l'accord-cadre.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification des montants par voie d'avenant au présent contrat, le montant des prestations ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCAP.

3.3 - Modalités de variation et d'ajustement des prix

3.3.1 Généralités

Les prix sont fermes la première année de l'accord-cadre.

La révision est applicable une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Modalités des variations des prix

Au-delà de la première année du marché, les prix sont révisibles chaque année pendant toute la durée du marché et à sa date anniversaire.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, la révision des prix et ses nouveaux tarifs (1 version au format Excel et 1 version format .pdf, à chaque mise à jour) **avec un préavis d'au moins deux mois** avant la date prévue pour l'application de la révision (date anniversaire du marché).

Ce document devra être envoyé à l'adresse suivante :

UNIVERSITE DE STRASBOURG
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67 081 STRASBOURG Cedex

A défaut de transmission des prix révisés dans le délai imparti, les prix du marché ne pourront être révisés et resteront inchangés pour la nouvelle période (jusqu'à la date anniversaire suivante), sans que le titulaire puisse élever de contestations sur ce point.

3.3.2 Prix figurants à la DPGF et au BPU

Les prix sont révisibles s'agissant de la maintenance préventive, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 I_n/I_0)$$

Formule dans laquelle :

- P = Prix révisé
- P₀ = Prix initial contractualisé par le marché
- I₀ = index ingénierie afférent au mois M0 de réception des offres (mars 2019)
- I_n = dernier indice I définitif disponible le même mois M qui précède la date d'application de la révision

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Energie, est :

Index de référence	
EV4	Travaux d'entretien des espaces verts

Le coefficient de révision obtenu par cette formule sera arrêté et arrondi au millième supérieur.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'INSEE ou les services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes d'un indice de substitution, l'Université de Strasbourg, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice.

3.4 - Clause butoir

Il est entendu que les prix sont susceptibles de variations au cours de la période d'exécution du marché.

Le prix de règlement ne dépassera pas le taux de 1% par an, sauf dispositions législatives ou réglementaires, ou circonstances à apprécier par le Pouvoir Adjudicateur à la demande du Titulaire. La multiplication de ce type de situations pourra entraîner la résiliation du marché sans faute du titulaire.

L'appréciation du taux de 1 % sera faite annuellement, à chaque révision et/ou actualisation, des prix du marché.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Sans objet.

4.2- Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Le taux de l'avance est porté à 20% dans le cas où le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (article R.2191-7 du code de la commande publique).

Conformément à l'article R.2191-10 du Code de la Commande Publique, la date de versement de l'avance est prévue dans le mois suivant le commencement d'exécution des prestations.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 du code de la commande publique.

Article 5 : Modalités de règlement des acomptes et présentation des demandes de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5.1 - Facturation

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 11.6 du C.C.A.G.-TRAVAUX, le « projet de décompte » dont il est fait mention dans cet article devant s'entendre comme le récapitulatif du prix total mensuel renseigné aux DPGF. Ce décompte est établi mensuellement, décomposé par domaine, installations et site. Il fait clairement apparaître les prestations exécutées par les sous-traitants.

Les demandes de paiement - qu'elles émanent du titulaire ou d'un de ses sous-traitants - porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le numéro de marché ;

- Le numéro du bon de commande (le cas échéant) ;
- Le nom et n° du bâtiment concerné* ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature détaillée* des prestations exécutées ;
- Le montant hors taxe ventilé* des prestations en question après application de la variation de prix ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- La facture du sous-traitant, si un DC4 est déclaré sur la période concernée, facture où apparaît le coefficient de marge. Cette facture doit être présentée conformément aux dispositions listées ci-dessus.

*conformément aux lignes détaillées aux DPGF et BPU.

Pour la maintenance corrective, s'ajoutent :

- Le numéro de la demande d'intervention (références de l'intervention : DI) ;
- La copie du devis ;
- La feuille de saisie Abyla si facturation d'installation de nouveaux équipements.
- Les prestations de maintenance sur descriptif à prix unitaire avec les numéros des positions, et leur majoration s'il y a lieu
- Les prestations de maintenance avec le coût de la main d'œuvre, les frais de déplacement s'il y a lieu, le prix des fournitures avec les remises ou coefficient de marge suivant le cas (conformément aux valeurs définies dans le bordereau)

IMPORTANT : Si les prestations de maintenance ou travaux associés ont fait l'objet d'un devis préalable et si le montant résultant des décomptes est inférieur au montant du devis, le titulaire devra rectifier le montant définitif de la facture en conséquence.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse de facturation indiquée sur le bon de commande.

Pour les prestations hors forfait, les factures doivent, outre les mentions indiquées ci-dessus, comporter la référence du bon de commande correspondant et être accompagnées de la copie dudit bon de commande. Chaque bon de commande doit faire l'objet d'une facture distincte.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Information importante : depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

**Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>
Dès 2017, les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et leurs filiales doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique.**

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n° SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ». Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Toutes les questions concernant la facturation peuvent être adressées à :

ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0

- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

IMPORTANT : L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées dans le marché lui sera retournée par le service gestionnaire du marché ; le délai de paiement étant alors interrompu.

5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article R.1293-1 du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
 - Le comptable assignataire des paiements ;
 - Le compte à créditer.
- **En cas de cotraitance** : la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.
 - **En cas de sous-traitance du marché**, les articles R. 2193-10 et R.2193-11 du Code de la commande publique énoncent :
 - ♦ Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement ;

- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
- ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5.3 - Intérêts moratoires

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Article 6 : Délais d'exécution

6.1 - Délais d'exécution de la maintenance préventive

Se reporter aux dispositions du CCTC.

6.2 - Délais d'exécution de la maintenance corrective

Délai de validité des bons de commande :

Le délai de validité de chaque bon de commande est fixé à 90 jours à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Délais d'intervention et de remise des documents :

Se reporter aux dispositions du CCTC (article 3.11).

Délai d'exécution des bons de commande :

Les délais d'exécution des commandes passées durant la période de validité de l'accord cadre figurent sur chaque demande d'intervention et/ou bon de commande émis suivant les dispositions du présent C.C.A.P, du C.C.T.C et des C.C.T.P. joints.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, sans toutefois que leur durée ne se prolonge de telle façon qu'ils méconnaissent le principe d'obligation de remise en concurrence périodique.

6.3 - Coordination des interventions

Dans le cas où le titulaire du présent marché n'est pas le constructeur ou l'installateur, lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou

l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions ; réglages ou interventions suite à un incident au titre de la garantie.

6.4 – Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

6.5 – Pénalités de retard

Au-delà des délais contractuels d'exécution, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, en application des stipulations de l'article 7 du présent C.C.A.P.

Article 7 : Pénalités et réfections

7.1 – Définition et généralités

Les pénalités et réfections sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché. Les réfections sanctionnent la mauvaise exécution des prestations.

Les pénalités et réfections sont cumulables. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'électricité, des fluides et d'eau du fait des compagnies distributrices.

La date prise en compte pour l'application des pénalités de retard est la date de fin d'exécution induite par le délai d'exécution défini dans les pièces de l'accord-cadre, et/ou figurant sur le bon de commande ou l'ordre d'exécution validé par l'entreprise à réception.

Le montant des pénalités et primes n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant total.

7.2 - Pénalités

7.2.1 Tableau des pénalités

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G-TRAVAUX, les pénalités sont encourues sur simple constat du retard par le représentant de l'Université, sans mise en demeure préalable, dans le cas de non-respect des conditions d'exécution des prestations du présent marché.

Conformément à l'article 1.7 du CCAP, l'absence de notification du changement de responsable d'exploitation est pénalisée à hauteur de 50 € H.T par jour de retard de notification

Dérogeant sur le pourcentage applicable des pénalités et sur leur caractère journalier, tels que définis à l'article 20.1 du C.C.A.G-TRAVAUX, les pénalités seront appliquées selon les montants ci-après définis :

a) Non-respect des plannings d'intervention (Non-respect des visites programmées de la maintenance préventive)	500,00 €	Par défaut constaté
b) Non-respect du délai d'intervention concernant la maintenance corrective (Hors GTI, GTRP et GTR)	100.00 €	Par jour calendaire
c) Retard dans le respect des délais d'interventions (GTI et GTRP)	50.00 €	Par heure
d) Retard dans le respect des délais d'interventions (GTR) (Hors installations de type SSIC)	200.00 €	Par jour calendaire
e) Retard dans le respect des délais d'interventions (GTR) (s'agissant des installations de type SSIC telles que listées au CCTP)	50.00 €	Par heure
f) Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité	100,00 €	Par défaut constaté
g) Non – respect de l'établissement de l'état des lieux appareils de levage	100,00 €	Par défaut constaté
h) Non mise en place des cartes SIM concernant les appareils de levage	50.00 €	Par carte manquante
i) Non détention des logiciels d'automatismes obligatoires stipulés à l'article 5.3 du CCTC	100.00 €	Par manquement Constaté
j) Non-levées des observations réglementaires	200,00 €	Par jour calendaire et par document
k) Nettoyage des locaux techniques	100,00 €	Par défaut constaté
l) Absence aux réunions	100,00 €	Par défaut constaté
m) Retard dans transmission des documents définis à l'article 4.4 du CCTC	100,00 €	Par jour calendaire
n) Non-respect de la procédure d'agrément des sous-traitants et formalités prévus par le code du travail	200,00 €	Par défaut constaté
o) Retard dans la transmission des documents administratifs	100,00 €	Par jour calendaire
p) Retard dans le renseignement du logiciel d'intervention (GMAO)	100,00 €	Par jour calendaire
q) Retard dans la réalisation du plan de prévention	200,00 €	Par jour calendaire
r) Absence de réalisation de permis feu	200,00 €	Par défaut constaté
s) Non remise des clés et cartes	100,00€	Par défaut constaté

t) Non-respect des règles de circulation dans le campus (secteur Esplanade)	400,00 €	Par défaut constaté
u) Encombrement des sorties de secours d'un bâtiment	400,00 €	Par défaut constaté

Dans le cadre du non-respect de la clause d'insertion sociale :

v) Non-respect des obligations relatives aux clauses d'insertion sociales	35,00 €	Par heure d'insertion non respectées
w) Retard dans la transmission des documents de contrôle au relais chantier : à la fin de chaque trimestre et après une mise en demeure par voie de courrier avec AR.	300,00 €	Après mise en demeure infructueuse

7.2.2 Modalités d'application des délais et pénalités

En dehors des prestations prévues réglementairement pour la maintenance préventive, les différents délais d'intervention, d'exécution ou de réalisation de devis commenceront à courir à compter de l'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Les demandes d'intervention ou devis prendront la forme soit :

- De l'inscription d'une demande dans le logiciel de gestion des maintenances/travaux et des interventions « GEST'INTERV », GMAO ou similaire ;
- D'un bon de commande ;
- D'un courrier recommandé.

En périodes d'astreintes, les demandes d'intervention ou devis prendront la forme :

- D'un appel sur le numéro d'urgence tel que défini à l'article 6 du CCTC.

Les pénalités seront appliquées en se référant à la date d'envoi de la demande par le pouvoir adjudicateur (mail, courrier, bon de commande, inscription dans Gest'interv (GMAO), appel).

7.3 - Réfactions

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution des prestations, l'Université peut, conformément aux dispositions de l'article 41.7 du CCAG-TRAVAUX appliquer une réfaction sur les prix correspondants. La valeur de la réfaction sera fixée en fonction de l'étendue des imperfections constatées. Les prestations soumises à réfaction et le montant des refactions appliquées seront constatés par un procès-verbal contradictoire signé par le titulaire et l'Université.

Article 8 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-TRAVAUX, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Le marché peut être résilié pour faute de l'entreprise titulaire du marché, s'il a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance conformément à l'article 46.3 du CCAG-TRAVAUX.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, conformément aux articles l'article R. 2143-8 et R. 2143-9 du Code de la Commande Publique, ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 9 : Garanties et assurances

Elles sont conformes au CCAG—TRAVAUX.

9.1 – Délais de garanties

Les délais de garanties sont définis à l'article 4.3.5 du CCTC.

Le point de départ des responsabilités résultant de ces principes est fixé à la date de fin d'intervention figurant au rapport de maintenance, défini aux article 4.4.4 du CCTC. Les délais de remise du rapport de maintenance sont prévus à l'article 4.4.9.2 du CCTC.

Prolongation du délai de garantie de parfait achèvement :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 44.1 du CCAG-TRAVAUX, ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-TRAVAUX, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-TRAVAUX.

9.2 – Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile garantissant sa responsabilité civile délictuelle, quasi-délictuelle et contractuelle à l'égard des tiers et de l'Université en cas d'accidents ou de dommages susceptibles d'être causés par l'exécution des prestations. La garantie devra être suffisante.

Les polices d'assurance devront être communiquées à l'Université par le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Ces assurances seront à transmettre par ailleurs obligatoirement, chaque année à la date anniversaire du contrat, aux adresses suivantes : dcu@unistra.fr, sans que le pouvoir adjudicateur ait à en faire la demande expresse.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, celle-ci est inopposable à l'Université. Le titulaire doit prévenir immédiatement l'Université de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance.

Article 10 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Cependant, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 11 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 12 : Clause de réexamen

Des modifications pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application des articles R.2194-1 et R.2194-3 du Code de la Commande Publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications pourront porter sur la quantité des prestations à fournir tel que prévues dans les DPGF, les CCTP, le CCAP et l'Acte d'Engagement du présent accord cadre.

Les modifications pourront porter sur la qualité des produits et le type de matériaux.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université un devis détaillé.

Article 13 : Marchés ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

Article 14 : Certificats d'économie d'énergie

Sans objet.

Article 15 : Clause d'insertion sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une clause obligatoire d'insertion professionnelle.

15.1 – L'engagement

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion visant à promouvoir l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion selon les modalités suivantes :

- **10 heures d'insertion ou de formations par tranche de 10 000 €HT facturés ;**
- Ce qui détermine le mode de calcul suivant :

$$\text{Heures d'insertion à réaliser} = \frac{10\text{h d'insertion ou formation} \times \text{Montant HT de facturation}}{10\,000}$$

Le résultat obtenu sera arrondi :

- à la dizaine inférieure si le dernier chiffre avant la virgule est inférieur à 5
- à la dizaine supérieure si le dernier chiffre avant la virgule est égal ou supérieur à 5

Exemples :

Résultat obtenu = 652.8 Heures à réaliser = 650

Résultat obtenu = 375.4 Heures à réaliser = 380

Résultat obtenu = 1 359.1 Heures à réaliser = 1 360

La mise en œuvre de l'action d'insertion n'a un caractère exécutoire pour l'entreprise que si le calcul des heures d'insertion à réaliser permet de totaliser un minimum de 35 heures d'insertion.

15.2 – Les publics éligibles

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent dans l'une des situations suivantes : Demandeurs d'emploi de longue durée, allocataires du revenu de solidarité active ou de minima sociaux, personnes reconnues travailleurs handicapés, jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle et sans emploi depuis plus de 6 mois, personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

Plus généralement, le dispositif s'adresse à des personnes rencontrant des difficultés particulières pouvant, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

15.3 – Les modalités de mise en œuvre

L'entreprise attributaire réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des cinq modalités définies ci-dessous et au moins à hauteur du nombre d'heures mentionné à l'acte d'engagement.

L'entreprise attributaire réserve une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des cinq modalités définies ci-dessous et au moins à hauteur du nombre d'heures mentionné à l'acte d'engagement.

- Recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion,
- Recours à un organisme de mise à disposition de salariés en insertion (comme une entreprise de travail temporaire d'insertion ou une association intermédiaire),
- Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.
- Recours à un organisme de mise à disposition de salariés comme une Entreprise de travail temporaire
- Recours à un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification

15.4 – L'accompagnement à la mise en œuvre

Sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur, le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion sont effectués par Relais 2D désigné ci-après comme le facilitateur.

Relais 2D

21b Avenue du Neuhof 67100 Strasbourg

M. Gilles Grosclaude

03 88 23 32 81 – 06 12 43 91 73

Le titulaire lui communique les coordonnées de l'interlocuteur "Insertion" qu'il aura désigné au sein de son entreprise pour la mise en œuvre de la clause.

Pendant et à l'issue du marché, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes bénéficiaires du dispositif de clause d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

15.5 – Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion

L'entreprise titulaire adressera à Relais 2D, au terme de chaque trimestre d'exécution du marché, les renseignements relatifs aux embauches effectuées directement ou indirectement, le décompte des heures travaillées par chaque salarié en insertion, le décompte des heures de formation pour chaque salarié en insertion.

Les justificatifs transmis doivent comporter la signature d'un représentant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire doit également prouver, à l'aide de justificatifs, que la/les personnes bénéficiaires de la clause correspondent bien au public identifié.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités pour retard de transmission prévues à l'article 7.2 du présent CCAP.

Au terme du marché, un bilan fait état du résultat de la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce bilan, réalisé par Relais 2D et transmis au pouvoir adjudicateur, mentionne le nombre d'heures d'insertion effectivement réalisées dans le cadre du marché.

En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion sur lequel il s'est engagé dans son offre, le titulaire encourt la pénalité pour non-respect de la clause d'insertion prévue à 7.2 du présent CCAP.

15.6 – Les difficultés d'exécution

Toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution de la clause d'insertion doit être signalée, sous huitaine, au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception, avec copie au facilitateur.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire et en concertation avec le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour respecter l'objectif d'heures d'insertion fixé.

Article 16 : Dérogation CCAG-TRAVAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-TRAVAUX, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG – TRAVAUX ;

L'article 7.1 déroge à l'article 20.4 du CCAG –TRAVAUX ;

L'article 7.2.1 déroge à l'article 20.1 du CCAG – TRAVAUX.